

Tourisme: Des assises au goût d'inachevé

• Près de 4 ans d'attente et peu d'annonces

• Animation, gouvernance, financement... beaucoup de dossiers en suspens

APRÈS près de 4 ans de silence, la 11^e édition des Assises du tourisme a laissé de nombreux opérateurs sur leur faim (voir L'Économiste du 30 septembre). Professionnels et responsables publics sont sortis avec peu de mesures concrètes. Le premier constat fort vient du chef du gouvernement, lui-même. Pour Abdelilah Benkirane, «le secteur reste en deçà de nos attentes et du potentiel du pays». L'événement très attendu par les opérateurs devait venir avec un bilan détaillé et surtout des actions concrètes avec un échéancier précis pour rattraper le retard pris sur le déploiement de la Vision 2020. Il n'en sera rien. «Les Assises ont laissé une grande frustration avec un contenu très modeste après près de 4 ans d'attente», regrette

Jalil Benabbès-Taarji, ancien président de la Fédération nationale du tourisme (FNT, devenue CNT). Pour ceux qui suivent le secteur depuis plusieurs années, «des thématiques sont toujours les mêmes et les

présente un faible niveau de rentabilité», explique Taarji. Les opérateurs demandent de faire passer la TVA pour cette activité de 20 à 10%. Pour le gouvernement, cette mesure devra être intégrée dans la réforme globale

Le radar des investisseurs

«POUR être visible dans les radars des grands investisseurs, le secteur doit disposer de données précises sur les coûts de construction, le Revpar et les niveaux des marges brutes», signale Taarji. En l'absence de ces indicateurs, le Maroc reste loin des radars des bailleurs de fonds. Depuis 3 ans, l'Anit réalise un sondage régulier avec plusieurs indicateurs. Toutefois, l'initiative doit être généralisée à un échantillon plus vaste pour donner plus de visibilité au Maroc. □

problèmes se posent toujours avec la même acuité». Une position que partage même Mohamed Boussaïd, actuel argentier du Royaume et ancien ministre du Tourisme. Des questions comme la cohérence entre les territoires touristiques et le découpage régional demeurent en suspens. De l'avis de plusieurs opérateurs, «une demi-journée était insuffisante pour aller au fond des problèmes». Sur ce registre précis, la liste est bien longue. «Le déficit en animation est de plus en plus pesant. Ce type d'infrastructures

de la TVA avec le passage à deux taux. Un changement qui risque de prendre plusieurs années au détriment des objectifs de la stratégie. L'Association nationale des investisseurs touristiques (Anit) attendait aussi le déblocage des primes d'investissement comme outil important pour relancer la dynamique. Ces primes devront être intégrées dans le projet de charte d'investissement, qui tarde à voir le jour. Pourtant, cette mesure fait partie de la Vision 2020. Des instruments financiers comme les OPCI accusent égale-

ment du retard. De l'avis de Taarji, la baisse des investissements est à mettre aussi sur le compte du recul de la rentabilité. Alors que le ministère du Tourisme se félicite de la hausse des arrivées de 8% à fin juillet, plusieurs hôteliers affichent grise mine. Même si les recettes globales commencent à reprendre des couleurs avec une hausse de 4% sur les sept premiers mois, les recettes unitaires s'inscrivent sur un trend baissier. «Les marges brutes ont fortement chuté depuis 2009. Auparavant, les opérateurs pouvaient répercuter une partie de la hausse des charges sur les prix. Aujourd'hui, ce n'est plus possible», analyse un hôtelier. En fait, il existe un véritable déficit en termes d'informations. Ces questions d'une grande importance n'ont pas été au centre des débats lors des Assises. Cela pousse à se demander si la Vision 2020 jouit toujours de la même mobilisation du public et du privé que lors de son lancement. □

Ilham BOUMNADE

Pour réagir à cet article:
courrier@leconomiste.com

«La véritable échéance de la Vision, c'est 2025»

- L'Économiste: Vos attentes ont-elles été satisfaites lors des Assises?

- Othmane Chérif Alami: Nous étions plutôt face à une obligation, du gouvernement et du secteur privé, de se retrouver pour reformater la Vision 2020. Cette remobilisation est impérative. Une chose est sûre, c'est qu'on ne peut rester sans rien faire. Le temps avance. Nous devons mobiliser de nouveaux outils et mécanismes financiers, se concentrer sur 2 ou 3 stations réalisables pour atteindre une taille critique, et redynamiser le marketing et la promotion sur le produit. Personne n'a osé le dire sur la tribune, mais la véritable échéance, pour l'atteinte des objectifs fixés par la Vision, c'est 2025. Je pense que ce serait déjà une grande réussite d'accueillir ces 20 millions de touristes en 2025. Je reste tout de même optimiste... sinon, il faudra changer de métier.

- Quelles sont les limites de l'événement?

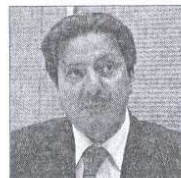
- On a malheureusement très peu parlé du «client». Nous devons encore apprendre à cerner ses besoins. Je regrette aussi la

faible présence des tour-opérateurs (TO) étrangers à cette rencontre. Il y avait un professionnel sur 5 dans les panels. C'est un signe qui ne trompe pas. Le privé doit comprendre que c'est sa responsabilité de développer les produits et de les défendre, avec les moyens du bord, en attendant la machine publique. De plus, la responsabilité du citoyen marocain doit être engagée, à travers la valorisation de notre patrimoine culturel, et en s'appropriant la dynamique d'évolution du secteur. J'espère aussi que les associations régionales et les fédérations des différents métiers du secteur vont se remobiliser. Parce que sans elles, rien ne pourra être décliné.

- Quid des prochains défis?

- A mon avis, le transfert des compétences aux régions est une priorité pour la mise en œuvre de l'approche régionalisée du secteur. Nous devons être en phase avec les dispositions de la régionalisation telles que proposées par le ministère de l'Intérieur, en nous adaptant au nouveau découpage du territoire. L'autre priorité est la réforme des prérogatives et du statut de l'ONMT, afin de le transformer en agence de développement dédiée au secteur. □

Propos recueillis par S. F.



Othmane Chérif Alami, président de la Fédération nationale du transport touristique (FNTT) (Ph. Archives de L'Économiste)

Tourisme: Vague d'annulations sur le Maroc!



• **50 à 60% de désistements sur les réservations françaises**

• **Confusions autour de la menace Daech**

• **Les voyageurs se préparent au pire**

L'HIVER sera rude pour les voyageurs. Les dernières mises à jour de sécurité du Quai d'Orsay, publiées le 25 septembre dernier, à destination des ressortissants français candidats au départ vers les pays du Maghreb, pèsent déjà sur les arrivées. Il n'a pas fallu longtemps pour en voir les premiers effets sur la destination Maroc. Les professionnels parlent de 50 à 60% des réservations annulées pour le Maroc, en l'espace d'une semaine seulement! «Nous notons une vague exceptionnelle de désistements

«last minute». Selon Jürgen Bachmann, secrétaire général du Syndicat français des tour-opérateurs (SETO), «il est encore trop tôt pour s'avancer sur des retombées chiffrées». Le responsable confirme tout de même un repli significatif des intentions de voyages dans plusieurs pays de la région, notamment le Maroc. Les assureurs font aussi dans la prudence. Plusieurs compagnies françaises auraient augmenté leurs tarifs de

souscription pour les voyages à destination des pays du Maghreb.

Pour l'heure au Maroc, la tutelle ne semble pas préoccupée outre mesure par ces annulations en série. Interpellé en marge des Assises sur les impacts de la menace terroriste sur la destination, le ministre du Tourisme se dit confiant. A Paris, les services de la délégation de l'Office national du tourisme (ONMT) seraient déjà à pied d'œuvre.

Le ministère compte miser sur la communication pour rassurer. L'enjeu est capital: la France est le premier marché émetteur à destination du Royaume. Les Français représentent plus de 30% du total des arrivées des touristes étrangers à fin juillet dernier. □

Safall FALL

Pays de résidence	Arrivées des touristes aux postes frontières	
	Jui-14	Part (%)
France	518.115	35
Espagne	357.598	24
Allemagne	81.877	5
Royaume-Uni	72.868	5
Italie	54.148	4
Belgique	102.425	7
Hollande	99.761	7
Etats-Unis	28.925	2
Autres	180.071	12
Total	1.495.788	100

Source: Ministère du Tourisme

L'enjeu est capital: la France est le premier marché émetteur à destination du Royaume, soit plus de 30% du total des arrivées des touristes étrangers accueillis à fin juillet dernier

provisoire et conjoncturelle des visiteurs français», déplore un opérateur du secteur. Et pour cause, la menace terroriste de l'Etat islamique et l'amalgame que cela a déjà entraîné chez les touristes européens. Cette vague d'annulations fait surtout suite aux «consignes de vigilance» du Quai d'Orsay exprimées par les autorités françaises. En Algérie, le sud et l'est du pays sont en particulier «formellement déconseillés», figurant dans la zone rouge du Quai d'Orsay. Cette situation devrait par ailleurs perdurer sur les trois prochains mois, selon les opérateurs du secteur. Le Maroc est parmi les destinations favorites des touristes français en saison hivernale. Mais la nouvelle donne sécuritaire dans la région est en train de provoquer un repli, sinon une réorientation des flux de réservations d'hiver vers d'autres destinations du bassin méditerranéen (Iles Canaries, Grèce, Espagne...).

La plupart de ces réservations sont des